

Jean-Frédéric Poisson : "les Etats musulmans poussent leur coreligionnaires installés dans les pays occidentaux au séparatisme"



Jean-Frédéric Poisson vient de publier "L'Islam à la conquête de l'Occident : la stratégie dévoilée", livre dans lequel il aborde le document stratégique adopté par de nombreux Etats musulmans pour "installer une civilisation de substitution" en occident.

Avec Jean-Frédéric Poisson

Atlantico : Votre livre, *L'Islam à la conquête de l'Occident* (éditions du Rocher) est une réaction à un document datant de 2000 et actualisé en 2006, rédigé par l'ISESCO, l'Organisation Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture qui se définit comme une "Stratégie de l'action culturelle islamique à l'extérieur du monde islamique". Que dit ce document et en quoi justifie-t-il votre dénonciation générale d'une stratégie conquérante de l'Islam en Occident ?

Jean-Frédéric Poisson : Ce document dit que l'Occident est décadent, que les communautés musulmanes qui vivent en Occident sont en danger parce qu'elles vivent au contact de cette décadence ; que compte tenu du devoir qui échoit à tous les musulmans de protéger la communauté musulmane et ses membres, les états musulmans doivent se préoccuper du sort de ces communautés ; et puisqu'il est un autre devoir pour tout musulman d'étendre la domination de la charia sur le monde, les États musulmans planifient leur action en ayant comme but très clair ce qui est inscrit dans la Stratégie culturelle, je cite : "installer une civilisation de substitution". C'est-à-dire remplacer la civilisation occidentale par l'Islam. Et à un autre endroit de ce document on peut lire qu'il s'agit de "tout mettre en œuvre pour installer une société islamique pure et saine compatible avec les principes de la démocratie moderne". C'est un document de conquête, qui a une conception islamique intégrale, pour ne pas dire intégriste de l'action sociale et politique et qui vise tout simplement que l'Islam vienne à dominer le monde en profitant de la faiblesse de l'Occident.

C'est ce qui justifie ma dénonciation : je ne suis pas sûr que les Occidentaux aient envie d'être dominés par l'Islam. De plus, ce document va à l'encontre de l'idée selon laquelle l'islamisation en France relève d'une malencontreuse connexion de faits divers un peu désordonnée. On voit ce qui se passe en Seine-Saint-Denis, dans un bout des Yvelines, dans la banlieue lyonnaise ou marseillaise et ailleurs dans quelques grands foyers concernés par cette évolution, et une lecture un peu rapide pour considérer que ces faits sont en fait un peu déconnectés les uns des autres. Ce qui est très intéressant et préoccupant dans la Stratégie culturelle est que c'est en fait un plan coordonné. Ce sont les États musulmans eux-mêmes qui ont établi, mis en œuvre et adopté ce plan dont nous voyons les fruits jusqu'à aujourd'hui.

Je crois qu'étant donné les dangers que porte la domination de l'Islam là où il se trouve, cela nécessite de notre part une action de dénonciation tout d'abord puis de résistance.

Cette stratégie viserait à un séparatisme. Celui-ci existe-t-il déjà aujourd'hui ?

On peut voir qu'effectivement que la présence extrêmement pesante de l'Islam dans un certain nombre de territoires de la République ont conduit à ce que petit à petit la loi islamique s'est substituée, le mode de vie islamique s'est substitué aux loi et mode de vie occidental et à la loi française dans un certain nombre d'endroits. J'observe d'ailleurs que c'est tout à fait ce qui est proposé ou voulu par les auteurs de la Stratégie parce qu'il s'agit très clairement pour eux de faire en sorte que les enfants de nouvelles générations des communautés musulmanes soient élevés purement et simplement dans la culture et la foi islamique. La Stratégie invite les communautés musulmanes à profiter des bienfaits qu'ils peuvent retirer de la société occidentale et dans le seul but de s'enraciner dans leur culture islamique et de la propager.

Dans ce document vieux de 18 ans et adopté en novembre 2000 par les 57 États musulmans à l'unanimité, on voit des préconisations qui sont le quotidien de certains pays occidentaux aujourd'hui. Le document insiste beaucoup notamment sur le fait d'exiger l'enseignement de la langue arabe à l'école. Ou encore, il est extrêmement allant sur l'encouragement à ouvrir des centres culturels, des écoles coraniques, des mosquées... il pousse les communautés à revendiquer la reconnaissance de leur mode de vie y compris au sein de la société occidentale comme par exemple ce qui touche à la nourriture ou aux vêtements. Il va même jusqu'à demander à ce que les juges islamiques aident les communautés musulmanes vivant en Occident à régler elles-mêmes les conflits qui peuvent survenir au sein de la communauté à l'écart des institutions judiciaires de notre pays. Il y a là une démarche qui est parfaitement communautariste et séparatiste, et malheureusement, dans un certain nombre de territoires en France, nous constatons que leur manière de faire et de vivre est déjà en place. Rien n'est inéluctable. Il suffirait qu'à cette offensive qui est étatique et culturelle l'État déploie une réponse étatique et culturelle, pour venir en aide à des maires qui sont souvent dépassés par ce qui leur arrive.

[A lire aussi, un extrait du livre de Jean-Frédéric Poisson : La crise identitaire de l'Islam, une "crise d'identité et de l'immigration culturelle"](#)

Les forces en action derrière cette stratégie sont principalement des grandes puissances pétrolières qui ont une influence très forte sur nos économies occidentales. Quelle attitude la France doit-elle avoir pour limiter cette influence sans donner un prétexte à ces pays pour antagoniser nos citoyens de confession musulmane ?

Tout d'abord et malheureusement, l'antagonisation des citoyens musulmans français et des musulmans qui vivent en France et qui ne sont pas Français est en place. C'est une défaite qui se comprend. Si on prend l'exemple anglais, je signale dans mon ouvrage qu'un cercle de réflexion, la Société Henry Jackson, a publié il y a quelques années que l'influence des États du Golfe était décisive dans la propagation de l'Islam dans la société anglaise et même à dénoncé des aides assez massives à des mouvements potentiellement ou clairement amenés à être terroristes. Cet antagonisation existe donc déjà.

La difficulté est grande : nos économies sont en effet très dépendantes désormais du bon vouloir de ces États. J'observe premièrement que les États du Golfe ne sont pas les seuls producteurs de gaz dans le monde, et que beaucoup d'autres États produisent du pétrole et du gaz. Il y a peut-être moyen d'équilibrer nos fournisseurs d'énergie dans un sens un peu moins favorable aux fournisseurs des États du Golfe. Deuxièmement, je pense que les quelques milliards que nous gagnons en leur vendant des armes sont assez largement perdus en coûts indirects ou coûts directs de la destruction de notre cohésion sociale et de notre mode de vie. Là encore nous devons changer de perspective d'arbitrage.

Troisièmement je vois la faiblesse pour ne pas dire la couardise de notre chef d'État, Emmanuel Macron, à l'égard des Saoudiens après l'épisode de l'assassinat du journaliste Kashoggi. Je me dis que décidément que le changement d'attitude et la fermeté que nous devons avoir à l'égard de ces États n'est pas pour demain.

Quatrièmement, nous savons que ces États financent très directement des centres culturels, des mosquées, et qu'ils ont probablement laissé s'installer Daech il y a quelques années quand cet État terroriste est apparu. Il y a toutes les raisons de montrer de la fermeté à l'égard de cet État en leur demandant de cesser de financer des projets sur notre sol. On ne peut pas dans le contexte que je décris continuer de laisser acheter des palaces français par des Qataris, continuer de laisser le Qatar investir des dizaines de millions d'euros en Seine-Saint-Denis comme il l'a fait il y a quelques années – il ne s'agissait pas de repeindre les passages cloutés ou changer les réverbères et ampoules de l'éclairage public. Je crois qu'une prise de conscience tout d'abord est nécessaire, du danger que représente la Stratégie des États musulmans, et en tirer toutes les conséquences sur le plan économique, diplomatique et surtout sur le plan de notre rééquilibrage en termes d'achat d'énergie et de vente d'armement. Ce sont des revirements importants mais indispensables si nous ne voulons pas à terme être submergés par la puissance de ces États.

Mais il faut aussi savoir qu'en réalité, ces États sont extrêmement fragiles. Ils ont été très fragilisés par la crise de Daech, ils sont minés par les wahhabites et autres fondamentalistes religieux, ils sont affaiblis par des conflits internes qui tendent les relations entre responsables politiques et religieux dans certains endroits ou alors là où le conflit entre chiïtes et sunnites, sur fond de conflit entre Arabie Saoudite et Iran, joue à plein. Il ne faut pas surestimer la puissance de ces États. Le moment est venu de tirer avantage de cette situation en faisant réapparaître notre volonté de faire prévaloir notre civilisation sur l'Islam. Ce qui signifie qu'il faudrait se réapproprier tous les motifs de défense de civilisation plutôt de laisser s'en développer une autre.

[A lire aussi, un extrait du livre de Jean-Frédéric Poisson : Laïcité et Islam : la loi de 1905 n'est pas appliquée avec toute la rigueur nécessaire](#)

Jugez-vous sur ce point que l'action d'Emmanuel Macron est satisfaisante ?

Non, clairement pas. L'action d'Emmanuel Macron n'est d'ailleurs satisfaisante sur aucun point. Il n'a pas pris la mesure de ce danger. L'Islam et sa prolifération est nourri d'une part par le recul de la puissance publique. Deuxièmement, il n'y a aucune volonté d'affirmer la primauté de notre civilisation sur toute forme de culture et de civilisation. Troisièmement, il n'y a aucune volonté de contrôler les flux migratoires alors que ces flux migratoires alimentent la présence de l'Islam en France et que les fondamentalistes ont profité de ces flux pour renforcer leurs positions dans certains territoires en France. C'est très clair et chacun peut le constater. Par ailleurs, la diplomatie à l'égard du Proche Orient est une catastrophe. Le fait qu'on considère la Russie comme un adversaire sur ces sujets alors que très clairement elle est probablement notre allié le plus sûr dans la bagarre contre la prolifération de l'Islam, c'est une faute. Enfin pour donner un dernier exemple : la manière dont la cérémonie du 11 novembre s'est déroulée, avec une mise à l'honneur du

président turc et du président du Kosovo (le seul Etat musulman en Europe) dans un contexte où nos amis serbes, chrétiens orthodoxes, ont beaucoup souffert de ce voisinage avec ces musulmans-là... tout cela montre bien la souplesse pour ne pas dire la négligence avec laquelle M. Macron traite les représentants de cette communauté musulmane internationale qui veulent nous faire la peau. Le Président Erdogan l'a d'ailleurs dit il y a quelques années lors d'une de ses campagnes électorales : son but est de faire installer la charia en Europe. Le fait qu'ayant dit cela, il soit présent au premier rang des cérémonies du 11 novembre me semble être une faute politique absolument incomparable.

Vous proposez de mettre en valeur la civilisation chrétienne pour éviter ce sentiment d'humiliation : pourquoi insistez-vous sur ce point ?

Je pense qu'une partie de ce combat est un combat culturel. Les États musulmans ne s'y sont pas trompés d'ailleurs. Ils sont très clairement engagés dans la définition d'un programme qui ne vise qu'à ré-enraciner les communautés musulmanes dans leur foi et dans leur culture. Dans le but encore une foi qu'elles se propagent et deviennent dominantes en Europe. Ils ne le font pas dans le but que les musulmans, étant plus sûrs de ce qu'ils sont s'intègrent dans un système qui leur est "étranger" mais le but est d'accroître leurs forces afin de devenir dominants.

Le combat est culturel. Il nous appartient à nous de nous réapproprier notre propre civilisation, de comprendre d'où nous venons, ce que nous sommes, et ce que nous devons au christianisme, c'est-à-dire cette idée selon laquelle la dignité des personnes, leur égalité, sont des valeurs qui ne peuvent pas être battue en brèche. A ce titre, nous devons refuser absolument toute forme de traitement différencié des personnes de la même façon que nous avons hérité la laïcité du christianisme, et que toute organisation sociale qui ne ferait pas de séparation entre le pouvoir temporel et le pouvoir religieux doit être purement et simplement condamné et combattu. Il en est aussi de notre rapport aux personnes et aux arts. Il serait inconcevable qu'on ne puisse pas, en France surtout, vivre dans un pays où on n'ait pas le droit de peindre des paysages et des personnes. Les musulmans n'ont pas le droit de représenter des figures humaines où la nature dans l'art. Ils n'ont pas le droit de jouer de la musique : tout cela est incompatible avec notre mode de vie.

Vous affirmez que l'État ne doit pas déborder des limites fixées à son action dans la loi de 1905. Emmanuel Macron semble pencher pour une solution concordataire. Est-elle souhaitable et réalisable ? Sinon quelle politique pourrait aujourd'hui endiguer cette stratégie dans ces règles ?

Je pense qu'il s'agit d'abord de réaffirmer la puissance de l'État. Il ne peut pas y avoir de discussion possible avec des personnes qui battent ouvertement en brèche la loi sous l'origine de laquelle nous vivons tous. Et les libertés qui vont avec. Si je prends les horaires séparés dans les piscines : certes il n'est pas illégal de considérer qu'un horaire pourrait être réservé aux femmes dans une piscine pour leur éviter d'être en contact avec des hommes ni de près ni de loin, mais accordez-moi qu'une telle réservation est totalement contraire à l'esprit de nos lois et à notre culture. Il n'est pas contraire à la loi de faire en sorte que des menus halals soient servis dans des cantines ou de ne pas servir de la viande de porc parce que cela pourrait déplaire à certains. Mais là encore, si cela n'est pas illégal, c'est parfaitement contraire à nos traditions culinaires, à notre manière d'envisager notre rapport à la nourriture et à notre cuisine et donc à notre culture.

On voit qu'il y a derrière chaque réaffirmation de la puissance publique dans les détails de la vie quotidienne cette volonté de dire que notre culture est ainsi et qu'on est prié de s'y conformer si on veut vivre sur nos territoires.

Ensuite, il ne faut pas s'étonner que dans la mesure où à l'école les petits élèves français apprennent depuis quelques décennies toutes les raisons de ne pas aimer leur pays qu'à leur tour les petits musulmans, apprenant cela, n'aient pas de raison d'aimer la France. Il ne faut pas s'en étonner mais le rectifier. La réinstallation de priorités pédagogiques en Histoire, l'apprentissage de la langue française et tout ce que nous avons pu tirer de la société occidentale, la nécessité de transmettre un héritage, c'est-à-dire le sentiment de la recevoir et de la communiquer doit réintégrer sans hésitation les programmes scolaires.

Enfin il y a un troisième aspect qui m'a beaucoup interpellé parce que j'avais déjà eu cette impression au moment de la primaire il y a deux ans mais elle a très largement été confirmée à la lecture de ce document stratégique : les États musulmans dépeignent l'Occident comme une société en voie de décadence. Ils nous disent au fond : nous ne savons pas vivre dans une société où ne reconnaît que très peu l'autorité des institutions, où la responsabilité et l'autorité parentale sont bafouées tous les jours, où on laisse les jeunes consommer de la drogue, de la pornographie et de l'alcool sans réagir et où on ne fait plus la distinction entre le bien et le mal (et même on refuse de la faire) et enfin où toute l'énergie est déployée par les pouvoirs publics pour éradiquer le fait religieux de la vie sociale. Les musulmans disent qu'ils ne savent pas vivre dans ce monde. J'ai consacré un chapitre à ce décryptage islamique de l'Occident. J'avoue avoir moi aussi du mal à vivre dans ce monde-là. Mais je pense qu'au-delà de tout ce qu'on peut dire sur le plan de lois et des relations internationales, il y a une certaine forme de retour à la morale qui est nécessaire. C'est un vieux mot mais que tout le monde comprend parfaitement bien. Les Français demandent à cor et à cri de réinstaller des repères. Les musulmans vivent avec une civilisation qui a des repères et des moyens de les transmettre. Nous sommes en quelque manière dans un combat inégal dans cette affaire. Si nous ne prenons pas conscience de ceci très vite, nous aurons très probablement des problèmes face à la volonté de conquête des États musulmans.

L'actualité semble justement mettre sur la table cette question de repères. Ce samedi, une troisième manifestation des gilets jaunes était organisée. Les partis semblent avoir du mal à appréhender ce mouvement de révolte. Pour votre part, le comprenez-vous ?

Je le comprends très bien. Je me demandais même depuis quelques mois jusqu'à quel point les Français se laisseraient faire. J'étais très surpris de la manière dont le Président de la République, son gouvernement et sa majorité parlementaire maltraite le peuple français ; très surpris aussi de la façon dont on laissait se dégrader les conditions de travail et la rémunération, le pouvoir d'achat des familles, la liberté d'expression avec la loi sur les *fake news*, la liberté institutionnelle avec l'arraisonnement des mairies et la réduction du pouvoir de décision des collectivités territoriales, etc. ... tout cela me faisait désespérer de voir les Français contester.

Je vois désormais qu'ils le font. Ils le font pour une raison immédiate et pour une raison plus profonde. La raison immédiate tout le

monde la connaît : c'est la question du pouvoir d'achat et le sentiment d'être impuissant et incapable de mener une vie droite et honnête. Je suis frappé de voir que les gens qui viennent parler sur les écrans des télévisions sont en tout cas pour la plus grande part d'entre eux, des gens honnêtes qui ne demandent qu'une chose, c'est de pouvoir vivre de leur travail et de leurs efforts. Et donc de ne pas être ponctionné jusqu'à la moelle pour des raisons qu'ils ne connaissent pas. C'est donc une revendication de dignité, et je la comprends.

Je la comprends d'autant plus que M. Macron a pris un malin plaisir depuis 18 mois à dire à chaque fois qu'il met les pieds à l'étranger tout le mal qu'il pense de son pays et de son peuple. La dernière fois, c'était en Allemagne il y a quelques jours quand il a dit s'adressant aux Allemands qu'eux avaient parfaitement compris toutes les raisons d'entrer de plain-pied en Europe, alors que de l'autre côté du Rhin, c'est-à-dire en France, les Français, ces fameux Gaulois rétifs que nous sommes, n'avaient eux rien compris au sens de l'Histoire. Vous ne pouvez pas indéfiniment et sans cesse mépriser à ce point votre peuple. Vous ne pouvez pas proclamer à la face du monde que vous êtes le chef d'un peuple que vous n'aimez pas et que vous ne comprenez pas. Je crois qu'Emmanuel Macron, en définitive, est en train de payer le coût de son propre mépris. C'est aussi cela qu'en dénonçant l'arrogance du gouvernement, la suffisance de la majorité parlementaire qui trouve encore le moyen de donner des leçons aux Français qui font tout ceux qui peuvent pour vivre honnêtement, Emmanuel Macron est en train de payer. D'une certaine manière c'est justice. Cela ne justifie pas cette addition de débordements et de violences qu'on a constaté, et qui sont condamnables évidemment. Mais au moins peut-on en comprendre les raisons à la fois matérielles et spirituelles. J'insiste beaucoup sur ces raisons spirituelles qui me semblent tout aussi pesantes que les raisons matérielles.

Les tentatives du gouvernement de dialoguer avec les Gilets jaunes afin de trouver une issue à cette crise vous semblent-elles adaptées ?

Non. Je suis même éberlué par le décalage qu'il y a dans les solutions proposées. Pour résumer brièvement le dialogue tel que je l'ai entendu :

Le gouvernement : Monsieur, vous pensez que le diesel est trop cher ? Changez de voiture ! ; - Je n'ai pas les moyens, répond le Gilet jaune ; - Oui mais on va vous donner une prime, donc ça vous coûtera moins cher ; - Mais j'ai de toute façon pas les moyens d'emprunter à la banque ! ; - Mais on va vous faire un taux zéro ; - Mais mon banquier ne voudra pas parce que je n'ai pas les moyens de le faire !

Et ainsi de suite. On a l'impression d'un dialogue de sourds. En réalité, les Français veulent terminer de rembourser leur voiture pour pouvoir vivre décemment leurs fins de mois. Ce n'est pas pour se réendetter et racheter une voiture qui ne leur permettra pas en définitive de faire des économies... On explique ce qu'on perd en achetant une voiture électrique on le gagne en diminution des frais d'essence. Mais cette question n'a pas de sens pour bien des ménages qui n'ont pas des milliers d'euros à avancer pour une voiture superflue. Nous avons à faire à des technocrates du centre de Paris qui sont enfermés dans leurs certitudes et à un peuple qui résiste.

Jean-Frédéric Poisson, "L'Islam à la conquête de l'Occident : la stratégie dévoilée", publié aux éditions du Rocher.

□